



En ligne avec son parti, l'UDC saint-gallois Walter Gartmann a assuré à la tribune que signer un tel accord avec l'UE «ferait tôt ou tard [de la Suisse] une partie belligérante». (BERNE, 12 MARS 2026/PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

En matière de défense, le parlement mise sur l'UE

SÉCURITÉ Le Conseil national a soutenu hier l'ouverture de discussions exploratoires avec Bruxelles afin de réduire la dépendance envers les Etats-Unis. L'UDC s'oppose au projet, y voyant une menace pour la neutralité

YAN PAUCHARD, BERNE

Avec le déclenchement de la guerre à grande échelle en Ukraine il y a quatre ans, plus rien n'est pareil en matière de sécurité sur le continent. Au cœur de ces bouleversements géopolitiques, la Suisse doit se rapprocher de l'Union européenne (UE), mais aussi réduire sa dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. C'est, en résumé, le message envoyé hier par le Conseil national au terme d'une matinée consacrée à différents thèmes de défense. Une large majorité d'élus, allant de la gauche au centre droit, a apporté son soutien à une motion demandant au Conseil fédéral d'entamer des discussions exploratoires avec Bruxelles en vue de conclure un accord de partenariat.

«Acquisitions moins coûteuses»

Depuis 2024, l'UE accélère ce type d'accord, appelé «partenariat en matière de sécurité et de défense», afin de renforcer la coopération. Jusqu'ici, neuf pays en ont signé un: cinq en Europe (Norvège, Royaume-Uni, Albanie, Moldavie et Macédoine du Nord) et quatre hors du continent (Canada, Japon, Corée du Sud et Inde). «Notamment, au vu du retrait progressif des Etats-Unis de leur rôle de garant de la sécurité, l'architecture européenne de défense est en pleine reconstruction et la Suisse, au cœur du continent, doit y participer et y contribuer», a plaidé à la tribune la centriste Isabelle Chappuis, rapporteure pour la Commission de la politique de sécurité (CPS).

La conseillère nationale vaudoise a également relevé qu'un tel partenariat «permettrait à la Suisse d'effectuer des achats d'armement en commun avec l'UE», lui

ouvrant la porte du Security Action for Europe (SAFE), un instrument financier européen de 150 milliards d'euros dédié à l'acquisition de matériel dans les domaines de la sécurité militaire mais aussi civile (cybersécurité, espace, IA...). «Pour la Suisse, cela signifierait des acquisitions moins coûteuses et plus rapides, ainsi qu'une meilleure interopérabilité», a appuyé le socialiste zurichois Fabian Molina.

«L'architecture européenne de défense est en pleine reconstruction et la Suisse [...] doit y contribuer»

ISABELLE CHAPPUIS, CONSEILLÈRE NATIONALE (LE CENTRE/VD)

Alors que les Chambres fédérales débattent de son initiative pour la neutralité lors de cette session, l'UDC est montée au front contre cette proposition. Walter Gartmann a accusé les partisans de la motion de «fouler aux pieds cette neutralité» garante de la sécurité, mais aussi de travailler de manière déguisée à une adhésion à l'UE. Un tel partenariat serait même dangereux, selon le Saint-Gallois, au moment où «l'Europe est entraînée vers la guerre», évoquant les tirs de missiles sur une base britannique à Chypre ou sur la Turquie, pays de l'OTAN. «Il faut refuser un tel accord qui ferait tôt ou tard de nous une partie belligérante», a insisté Walter Gartmann. En vain: l'UDC n'a pas été suivie.

Le conseiller fédéral Martin Pfister s'est de son côté voulu rassurant. «Le partenariat et toutes les activités envisagées dans ce cadre sont pleinement compatibles

avec la neutralité», a relevé le centriste zougois. «Premièrement, le partenariat n'entraîne aucune obligation: il s'agit d'une déclaration d'intention non contraignante.» Le ministre de la Défense a de quoi être satisfait de la volonté affichée du Conseil national, lui qui, depuis son entrée en fonction le 1er avril 2025, s'évertue à sortir le pays de son isolement sur le marché de l'armement. Avec ses petits volumes d'achats, la Confédération n'est pas jugée prioritaire. Elle a également provoqué le courroux de plusieurs partenaires importants, au premier rang desquels l'Allemagne, par sa position stricte sur le dossier de la non-réexportation d'armement fabriqué en Suisse vers l'Ukraine.

Quid des bons offices?

Le sujet reste néanmoins sensible. Pourfendeur du F-35, le socialiste Pierre-Alain Fridez s'est abstenu lors du vote. «Que signifie faire partie de l'architecture européenne de défense?» s'interroge le Jurassien, qui milite depuis des années pour que «la Suisse devienne une puissance de paix et non pas une puissance armée». Conscient que «notre géographie au cœur de l'Europe nous place de facto dans un camp», il appelle néanmoins à la prudence, se demandant si la signature d'un tel accord pourrait remettre en cause l'image de neutralité de notre pays, dont le rôle est notamment de proposer ses bons offices.

Mais les doutes de Pierre-Alain Fridez ne sont visiblement pas partagés par la majorité du Conseil national. La Chambre du peuple a encore accepté hier un postulat de sa collègue de parti Priska Seiler Graf. A la suite des polémiques sur l'acquisition de l'avion de combat F-35 et du système de défense sol-air Patriot, la socialiste zurichoise enjoint au Conseil fédéral de «réduire la dépendance de la Suisse envers les Etats-Unis en matière de sécurité, tout en renforçant la coopération avec les Etats européens dans le domaine». ■